



*J'ai le plaisir de vous adresser le nouvel exemplaire d'Inf'Opp 59-62.*

*Avril 2010 - juin 2013, nous entamons la seconde moitié du mandat. L'occasion pour nous de faire non pas un bilan de notre action, mais plutôt un point d'étape de l'action des élus de L'Opposition Régionale.*

*C'était d'ailleurs l'objet de la convention que notre groupe a organisée en avril dernier à Douai : présenter à nos militants et sympathisants notre action au Conseil régional.*

*Nous ne voulons pas être une opposition qui se cantonne à la critique ni aux incantations. Nous voulons être une opposition qui agit, qui propose et qui contrôle, et cela dans la fidélité aux engagements que nous avons pris devant les électeurs lors des élections de mars 2010.*

*Dans ce nouveau numéro de notre lettre vous trouverez également quelques illustrations de ce que sont nos 3 axes forts, ceux qui structurent notre action et nos interventions :*

- une dépense publique utile
- la justice territoriale
- l'anticipation de l'avenir

*Un mot enfin, après cette première année de présidence de François Hollande, pour constater que celle-ci rime avec échec. Emploi, pouvoir d'achat, sécurité... le bilan est catastrophique.*

*Ce constat est valable pour notre région comme pour le reste du pays.*

*Alors en cette période difficile et incertaine, vous pouvez compter sur la vigilance et l'action des conseillers régionaux UMP-UDI pour défendre les intérêts du Nord-Pas de Calais et de ses habitants.*

Philippe RAPENEAU

Président du Groupe de l'Opposition régionale

## Présidence de François Hollande : **l'échec...**

### **1 an d'échec pour la France**

Au terme de cette première année de présidence de François Hollande et de la majorité Verts - PS, un mot résume le bilan : l'échec. Echec social, échec économique, échec financier, échec moral, échec sur la sécurité...

**Mai 2012 - mai 2013 :  
1 300 chômeurs de plus par jour !!**

En un an le chômage a explosé, le pouvoir d'achat a reculé, l'insécurité a progressé. Comment pourrait-il en être autrement quand le gouvernement mène une

politique économique à contre-emploi : augmentation sans précédent des impôts sur les entreprises et les ménages, alourdissement des charges sur les salaires, taxation des heures supplémentaires.

**Mai 2012 - mai 2013 : 30 milliards  
d'impôts supplémentaires !!**

En un an, les impôts ont augmenté de 30 milliards d'euros, frappant en particulier les classes moyennes. Et ce n'est pas fini puisque ce sont 10 milliards de plus qui nous sont annoncés pour 2014.

### **1 an d'échec pour le Nord-Pas de Calais**

Dans notre région également le bilan n'est pas plus glorieux.

Pour le Nord-Pas de Calais les mauvais chiffres de l'emploi tombent mois après mois, avec le nombre sans précédent de 364 555 inscrits à Pôle Emploi. Le taux de chômage régional est supérieur à la moyenne nationale, avec plus de 14 %. 14 000 emplois ont été perdus en 1 an.

**Mai 2012 - mai 2013 :  
+ 1 000 chômeurs par mois !!**

Ces mauvais résultats concernent tout le monde : jeunes, seniors, chômeurs de longue durée.

Ils concernent aussi tous les territoires régionaux, notamment le Calaisis, Lens-Hénin, le Valenciennois et la Sambre-Avesnois.

Il y a aussi le Canal Seine Nord et la remise en cause de ce grand projet, alors que tout le monde le juge indispensable pour notre région, notre pays et l'Europe et indispensable pour nos emplois.

**Le Canal Seine Nord  
remis en cause !!**

Il y a enfin la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales. Alors que les élus de gauche n'avaient pas de mots assez durs contre le pouvoir « sarkozyste » qui « étranglait » soi-disant financièrement les collectivités locales, voilà que le gouvernement socialiste fait des coupes sombres dans ces mêmes dotations d'Etat sans que les élus de gauche s'en émeuvent. En 2 ans ce sont plusieurs millions d'euros qui seront perdus par le Nord-Pas de Calais !!



# Agir pour une dépense publique utile et une gestion responsable

## Dotations de l'Etat aux collectivités locales : encore une promesse électorale oubliée...

**A** l'évidence, le changement promis par François Hollande pour les finances des collectivités locales connaît le même sort que les autres promesses de campagne : oublié, renié.

La situation sera même pire puisque les dotations de l'Etat aux collectivités diminueront drastiquement.

La promesse n°54 du candidat François Hollande était de « maintenir pour la durée du quinquennat le montant des dotations à leur niveau actuel ». Elle est déjà trahie !

Voilà qui va réellement **compromettre l'investissement public local** (qui représente 70 % de l'investissement public), et **donc la croissance et l'emploi**.

Sans compter les charges supplémentaires que l'Etat impose ou transfère aux collectivités, sans compensation, ou largement insuffisante : augmentation des taux de cotisation retraite des agents, augmentation des taux de TVA, réforme des rythmes scolaires, ... Au total le cumul de ces diminutions et charges supplémentaires s'élèvera à **4,5 milliards à l'horizon 2015**. Et tout cela **sans la moindre concertation**, sans le moindre dialogue.

Dans le même temps **l'Etat s'exonère de tout effort** en renonçant à la RGPP (Revue Générale des Politiques Publiques), en recrutant des fonctionnaires (60 000 dans l'Education nationale). L'Etat ne fait pas porter l'effort sur ses dépenses mais sur l'impôt, avec le **matraquage fiscal** auxquels sont soumis les contribuables et les entreprises depuis plusieurs mois maintenant.

Il est normal que les collectivités locales participent à l'effort collectif. Mais dans un cadre de dialogue et de confiance qui manifestement n'existe pas avec ce gouvernement. Effort qui doit s'accompagner aussi de réformes structurelles, ce qui n'est pas le cas ici non plus.

### Gestion Verts - PS du Nord-Pas de Calais : Un exemple à ne pas suivre !

#### Dépenses de fonctionnement :

Dépense de 30 € de plus que la moyenne nationale : ce qui représente 120 M€ par an

a/ Personnel : + 15 € par habitant soit 60 M€

b/ Charges : + 8 € par habitant soit 32 M€

c/ Politiques fonctionnement : + 6 € par habitant soit 24M€

#### Dette :

● 447 € par habitant au 31/12/2011 contre 271 € en moyenne nationale

● Soit + 176 € par habitant (65% de plus que la moyenne nationale)

● 1<sup>ère</sup> Région en dette / habitant devant l'Alsace (421 € par habitant) mais l'Alsace dépense 31 € par habitant de moins en frais généraux et personnel.

## L'Opposition Régionale obtient la création d'une mission d'information et d'évaluation sur les effectifs du Conseil régional

Au 31 décembre 2011, le Conseil régional comptait 5 995 agents (5 300 fonctionnaires et 695 non titulaires, soit une augmentation de 27 % par rapport à 2007).

Si une partie de ces augmentations s'explique par les transferts de personnel liés à la décentralisation, en particulier les personnels TOS affectés dans les EPLE, celle-ci n'explique pas à elle seule l'augmentation du nombre d'agents salariés de notre institution.

Ainsi, entre 2007 et 2011, le nombre d'agents du Siège a progressé de près de 30 %, passant de 1 531 agents à 1 990 (+ 36,5 % si on ne compte que les fonctionnaires).

Dans le même temps, les charges de personnel sont passées de 176,3 millions d'euros en 2007 à 234,2 millions d'euros en 2011, soit une augmentation de près de 33 %.

Cette augmentation constante des effectifs régionaux a un réel impact sur les dépenses de fonctionnement, contribuant à la progression de celles-ci dans un contexte où il nous faut agir sur tous les leviers pour les maîtriser et les réduire.

Dans ce contexte, il nous est apparu judicieux de dresser un état des lieux des effectifs du Conseil régional Nord-Pas de Calais pour en connaître précisément le nombre, les missions, les moyens, et pour s'assurer que le meilleur des services est rendu au meilleur coût.

Le Groupe L'Opposition Régionale a obtenu la création d'une mission d'information et d'évaluation sur les effectifs du Conseil régional sur la période 2007 – 2011 qui nous permettra notamment d'avoir des précisions sur :

- l'évolution du nombre des agents (global, par statut, par type d'emploi...)
- la répartition de ces effectifs par type d'emploi
- la nature des emplois occupés
- le nombre d'agents sans affectation
- la définition et l'évolution de l'organigramme des services du Conseil régional
- l'évolution du budget consacré aux ressources humaines
- la comparaison avec les autres régions.

	2007	2011
<b>Nombre d'agents</b>	<b>4 720</b>	<b>5 995</b>
- fonctionnaires	4 345	5 300
- non titulaires	375	695
<b>Dont siège du Conseil Régional</b>	<b>1 531</b>	<b>1 990</b>
- fonctionnaires	1 179	1 609
- non titulaires	352	381

# Agir pour la justice territoriale : les transports

## Canal Seine Nord Europe, nous en appelons au Président de la République !

La Région unanime est fortement mobilisée en faveur du **Canal Seine Nord**. Rappelons que ce sont **Nicolas Sarkozy** et **Jean-Louis Borloo** qui ont, en avril 2011, en officialisant le lancement de la procédure du dialogue compétitif, fait franchir une **étape majeure dans la concrétisation de ce projet**. C'est donc avec stupeur et à la surprise générale que nous avons appris les **tergiversations du gouvernement actuel et du ministre Frédéric Cuvillier**, pourtant élu originaire de la région, qui conduisent à remettre ce dossier à plat.

Nous sommes très dubitatifs sur les vraies raisons de cette remise en cause.

Nous ne parlons pas seulement ici d'un simple canal, en effet, mais d'un investissement structurant pour le territoire, pour notre pays, pour l'Europe, structurant en termes de report modal et de développement durable, structurant pour le développement de l'activité et de l'emploi, porteur d'espoir pour des milliers de nos concitoyens qui ont besoin de ces emplois générés par la construction et le fonctionnement du canal.

C'est pourquoi nous en appelons au Président de la République lui-même, pour qu'il vienne ici, dans notre région, confirmer ce que son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, avait dit : « *le canal Seine-Nord se fera, quoi qu'il arrive* ».

## Gratuité du transport scolaire pour TOUS les lycéens

La gratuité du transport scolaire des lycéens est un dossier qui mobilise particulièrement notre groupe. En effet, suite au désengagement du Conseil Général du Nord, cette gratuité est assurée grâce à la participation à 50/50 de la Région et des agglomérations. Sauf dans la **Métropole Lilloise, où LMCU remet en cause cette gratuité** par l'instauration d'une tarification jeunes qui revient à faire payer désormais les lycéens 9 à 18 € par mois (soit 108 à 216 € annuels pour les familles).

Ainsi désormais, sur le territoire de LMCU les lycéens doivent payer pour se rendre de leur domicile à leur lycée, alors qu'auparavant c'était gratuit et que dans les autres agglomérations cette gratuité existe toujours.

Notre groupe est donc intervenu pour combattre cette remise en cause de la gratuité, notamment par des **amendements et motions qui conditionnaient le versement des 1,6 M€ de subvention régionale à LMCU pour le transport des lycéens au maintien de la gratuité de celui-ci**.

Nous combattons en effet cette rupture d'égalité entre les lycéens et cette rupture d'égalité entre les territoires, et pour tout dire cette véritable injustice.

A défaut de pouvoir circuler gratuitement sur l'ensemble du territoire de Lille Métropole, nous proposons que LMCU crée au moins un titre de transport permettant aux lycéens de circuler gratuitement de leur domicile à leur lycée, comme ils pouvaient le faire auparavant.

## Le schéma régional des transports



La politique transport du Conseil régional est traduite dans le **schéma régional des transports**, dont la version actuelle, qui date de 2005 est en cours d'actualisation.

### **Ce que nous dénonçons :**

- Un schéma partiel car il ignore certains modes de transports, tels que la route et l'aérien.
- Un schéma partiel car il est soumis au **diktat des Verts**.

### **Ce que nous proposons :**

- Un schéma qui intègre tous les modes de transports, et apporte en particulier une réponse aux difficultés d'accès routier à la métropole lilloise.
- Un **schéma pluri-annuel de dessertes ferroviaires**, pour avoir une visibilité de celles-ci et l'assurance qu'elles ne soient pas chaque année remises en cause par la SNCF.
- Le **concept de mobilité pour tous**. Elle doit permettre à **chacun de nos concitoyens de pouvoir profiter des mêmes services sur tout le territoire**.

Un grand pas a été effectué, avec le SMIRT, le syndicat mixte régional des transports. Mais pour le groupe l'Opposition Régionale, il faudrait aller encore plus loin, vers une **autorité organisatrice régionale des transports** qui générerait toute cette mobilité et serait la seule capable d'offrir les mêmes services de mobilité à tous les habitants de notre région.

# III<sup>ème</sup> convention régionale : un bilan à mi-mandat

*Fidèles à leur engagement, les Conseillers régionaux UMP et UDI entretiennent depuis le début du mandat un contact régulier avec les élus locaux et les militants. Ainsi, c'est à Douai qu'a été organisée le 6 avril 2013 la 3<sup>ème</sup> édition de leur convention régionale.*

*Cette journée de rencontres et d'échanges a permis aux élus régionaux de présenter leurs actions, d'écouter les militants et de les associer à leurs réflexions.*

Après avoir salué la présence des Conseillers régionaux et remercié de son accueil Jacques Vernier, Maire de Douai et Conseiller régional, Philippe Rapeneau, Président du groupe, est tout d'abord revenu sur le travail de Conseiller régional, mandat qui bien que peu ou mal connu amène pourtant à se positionner sur des sujets qui touchent à la vie quotidienne de chacun tout en dessinant notre Région de demain.

A mi-mandat, cette convention était donc l'occasion pour les Conseillers régionaux de faire état d'un 1<sup>er</sup> bilan à et de présenter les axes forts déclinés dans leurs prises de position. Ces axes sont de 3 ordres :

- le souci d'une gestion responsable et d'une dépense publique utile,
- le souci d'une justice territoriale dans l'action régionale
- et enfin la nécessaire anticipation de l'avenir de la Région.

Au-delà d'un bilan à mi-parcours, il était important pour les élus régionaux de donner la parole aux élus locaux et aux militants et de recueillir leurs remarques sur les dossiers régionaux en cours ou à venir. C'est pourquoi, après une présentation par Philippe Rapeneau et Yves Coupé, Président délégué du groupe, de l'action des élus UMP et UDI et d'une présentation budgétaire par Jean-Pierre Bataille, la matinée a été consacrée à un travail en ateliers territoriaux (Artois - Bassin minier ; Littoral - Flandre ; Métropole lilloise ; Sud du département du Nord).

La centaine de militants présents a ainsi pu mieux cerner la dimension de l'action régionale sur son territoire et débattre avec les élus des sujets d'envergure locale et régionale. Les sujets ont été nombreux et variés. Des préoccupations récurrentes et communes aux territoires régionaux ont pu être identifiées : les transports, l'accès à la santé, le sport pour tous, le devenir du Canal Seine Nord...

La richesse de ces débats menés en atelier a été restituée l'après-midi en séance plénière permettant de partager les expériences des territoires.

La présence de Marc-Philippe Daubresse, Député et Président de la Fédération UMP du Nord, de Daniel Fasquelle, Député et Président de la Fédération UMP du Pas de Calais, et de Dominique Riquet, Député au Parlement européen et Président du Parti Radical dans le Nord, a été l'occasion d'engager le débat sur l'actualité nationale mais aussi d'appeler à la mobilisation pour faire basculer le Nord-Pas de Calais !

## L'Opposition Régionale : une opposition force de proposition !

Depuis le début du mandat, fidèles aux engagements pris en 2010, les élus de l'Opposition Régionale ont décidé de ne pas se cantonner aux seules incantations d'opposants mais plutôt de se positionner dans l'action pour défendre les intérêts du Nord Pas de Calais et de ses habitants. En cela les élus UMP et UDI représentent une véritable force de proposition au sein de l'Assemblée régionale.

Pour ce faire, l'Opposition Régionale amende, interpelle et contrôle.



## ● Amender

Les élus régionaux déposent des amendements qui s'inscrivent dans nos priorités (emploi, justice territoriale, maîtrise de la dépense et de la fiscalité et transports) et traduisent ainsi les engagements électoraux pris en 2010. Ces amendements sont nombreux lors des débats budgétaires. Certains sont retenus par l'exécutif régional et contribuent ainsi à améliorer la vie des habitants de la Région.

# pour le groupe de l'Opposition régionale

Quelques exemples :

- aide directe au 1<sup>er</sup> emploi en CDI pour les jeunes de moins de 26 ans
- Inci'TER dispositif d'incitation à l'usage du TER : 1 mois de transport gratuit pour essayer le TER **ADOPTÉ**
- tarification TER spécifique à 1€ pour les jeunes
- augmentation des crédits consacrés à la restauration du patrimoine rural **ADOPTÉ**
- aide aux clubs sportifs accédant pour la 1<sup>ère</sup> fois au niveau européen **ADOPTÉ**
- valorisation du plateau technique sanitaire régional **ADOPTÉ**
- plan de sécurisation des abords des lycées et des gares
- mobilité des étudiants
- annulation de l'augmentation de la taxe sur les cartes grises
- amendements budgétaires visant à réduire les dépenses (personnel, télévision régionale, train de vie de l'institution, politiques non prioritaires).

## ● Interpeller

L'Opposition Régionale ne manque pas de rappeler à l'Assemblée Régionale ses engagements en portant au débat des motions, obligeant ainsi les Conseillers régionaux à prendre position sur des sujets d'intérêt régional.

On peut citer par exemple :

- les motions récurrentes de défense et dessertes ferroviaires TGV, Eurostar et Corails, motions généralement **adoptées à l'unanimité** de l'Assemblée régionale
- la motion en faveur d'une 3<sup>ème</sup> gare TGV en Nord-Pas de Calais
- les motions demandant le maintien de la gratuité du transport scolaire pour tous les lycéens
- la motion soutenant la démarche d'inscription du Bassin Minier au patrimoine mondial de l'UNESCO **adoptée** par l'Assemblée régionale
- les motions relatives au Canal Seine Nord qui sont **adoptées** par l'Assemblée régionale.



## ● Contrôler

Les élus UMP et UDI ont obtenu grâce à un amendement l'inscription au règlement intérieur des Missions d'information et d'évaluation. Depuis ce mandat, il est donc possible pour notre groupe de demander une fois par an la constitution d'une mission d'information et d'évaluation chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt régional ou de procéder à l'évaluation d'un service public régional.

Deux Missions d'information et d'évaluation ont ainsi été créées à la demande de l'Opposition Régionale :

- sur le Siège de Région afin de mesurer si les objectifs visés avec la construction du Siège de Région ont été atteints notamment en termes environnemental, social et économique
- sur les effectifs du Conseil Régional et leur évolution depuis 2007

Ces 2 missions ont été présidées par un élu de l'Opposition Régionale, Gérald Darmanin pour la première, Sébastien Leprêtre pour la deuxième.



# AGIR POUR L'AVENIR DE LA REGION :

## priorité à l'emploi des jeunes

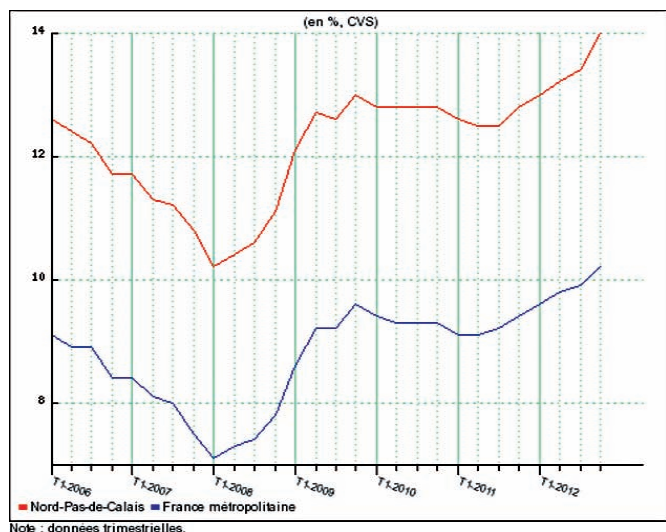
Parmi les priorités qui ont fait le cœur de notre projet de 2010, l'emploi et particulièrement celui des jeunes, reste, plus que jamais, notre cheval de bataille.

Nous demandons une politique volontariste et efficace de soutien à l'emploi en Région.

Depuis, nous n'avons eu de cesse de rappeler à l'exécutif régional les engagements qui ont été les siens, sans résultats dans leur mise en œuvre malgré l'importance des sommes qui ont pu parfois être engagées.

Aujourd'hui, le nombre de demandeurs d'emplois en France est à son plus haut niveau historique et risque encore d'augmenter au cours de l'année 2013.

Notre Région, loin d'être épargnée par ce chômage de masse, bat de tristes records, notamment pour le chômage des 15-24 ans : nous sommes l'une des 8 Régions métropolitaines où ce taux dépasse 25%.



Or, les compétences de notre Région lui permettent de mettre en place des outils pour assurer le dynamisme économique de notre territoire, outils qui devraient permettre de créer des emplois, nombreux, pérennes et de qualité.

Nous ne reviendrons pas sur les moyens mis en place au niveau national qui sont autant de remèdes insignifiants au regard du mal profond du chômage français, si loin de la véritable bataille de l'économie que nous appelons de nos vœux : baisse immédiate et massive des charges pesant sur le travail, simplification du marché du travail, renégociation par branche des 35 heures, contrat de travail unique, investissement considérable sur la formation des jeunes et des chômeurs, apprentissage dès 14 ans...

Sans réforme structurelle, le plein emploi est un leurre et la promesse d'inverser la courbe du chômage de François HOLLANDE fin 2013 une aberration !

Dans le Nord - Pas de Calais aussi, comme au plan national, les gadgets de la boîte à outils présidentielle - emplois d'avenir, contrat de génération - apparaissent sous-dimensionnés

par rapport à l'ampleur du défi de l'emploi à relever. C'est ce qui nous autorise à demander **quelle ambition nous portons pour la jeunesse de notre Région ?**

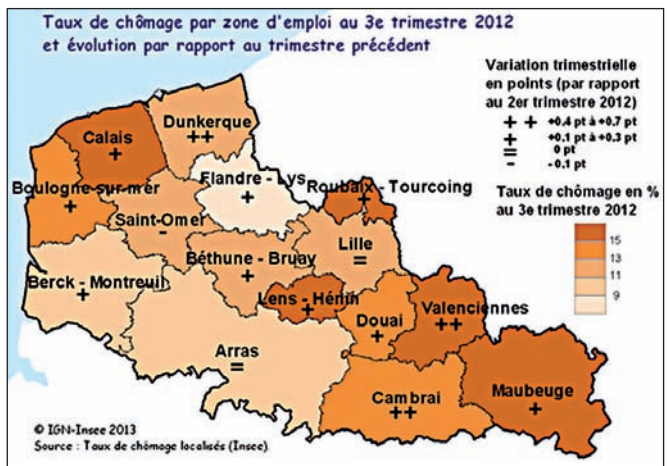
Prenons les emplois d'avenir : Emploi et Avenir ou comment faire cohabiter deux variables porteuses d'espoir pour la Jeunesse pour restituer au final une solution précaire avec des emplois sans pérennisation. Ces contrats d'avenir pourraient juste servir à faire baisser les chiffres du chômage, le temps de laisser passer l'orage de la crise ! Mais la crise dure et les emplois d'avenir ne décollent pas ce qui est bien le signe qu'ils ne correspondent ni à un besoin des employeurs potentiels ni à une envie du public cible sans qualification. Erreur de cible ! Ce n'est donc pas avec les emplois d'avenir que nous résoudrons le problème de l'emploi des jeunes. Nous déplorons d'ailleurs dans le dispositif des emplois d'avenir le fait d'exclure ceux qui ont fait l'effort de se former, d'obtenir un diplôme.

Nous avons proposé, à plusieurs reprises, dernièrement encore lors du vote du budget en décembre 2012, d'accompagner l'embauche de jeunes de moins de 26 ans par une PME ou une TPE par le biais d'une aide directe à l'entreprise de 3 000 euros. La majorité écolo-socialiste régionale a rejeté cette mesure, qui a pourtant été expérimentée en Région Alsace et qui a fait ses preuves. Question d'idéologie peut-être ? Nous n'osons le penser !

L'institution Régionale a pourtant décidé de participer au reste à charge pour les employeurs potentiels des emplois d'avenir à hauteur de 20 millions d'euros concernant 6 000 contrats d'avenir. Quand il s'agit d'emplois précaires, l'institution régionale a les moyens d'une générosité de façade clientéliste et électoraliste.

Nous avons le tort d'être encore minoritaires dans cette Région à penser qu'il faut avant tout accéder au travail par le travail et non pas par l'assistantat.

De Saint-Omer, en passant par Dunkerque, du bassin minier à l'Avesnois ou à l'Arrageois, chaque habitant doit avoir les mêmes chances d'accéder à l'éducation, à une formation et à un emploi, et à un avenir. L'objectif est loin d'être atteint !



# AGIR POUR VOUS, AGIR POUR TOUS

## Sport d'élite et sport pour tous



**L**e Groupe de l'Opposition régionale défend l'idée qu'il faut, en Nord-Pas de Calais, développer et promouvoir le sport d'élite mais aussi l'activité sportive pour tous.

Le saupoudrage pratiqué aujourd'hui rend difficile une remise à plat des aides régionales. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que le groupe de travail dont nous avons obtenu la mise en place, pour revisiter les critères applicables aux manifestations sportives, engage une réflexion plus large sur la politique sportive en Nord-Pas de Calais.

Nos marges de manœuvre étant de plus en plus faibles, nous devons nous interroger sur la place que nous entendons donner au sport et quel type de sport, quelles disciplines, quelles pratiques sportives... nous voulons promouvoir.

Notre vision de la politique sportive régionale est basée sur trois piliers : l'ambition, l'équité et la cohérence. Alors, à l'examen de la politique sportive régionale :

- nous regrettons un soutien excessif à certaines disciplines sportives que l'on pourrait qualifier de confidentielles au regard du nombre de licenciés et de compétiteurs
- nous dénonçons les appréciations subjectives entre manifestations sportives et festives qui conduisent le Conseil régional à refuser, par exemple, une subvention pour une fête de la moto au motif qu'il s'agit d'un rassemblement festif et non d'une manifestation compétitive et à subventionner un rassemblement de vieux chars à voile sans épreuve sportive au programme !

En ce qui concerne les récompenses aux médaillés, nous avons longtemps dénoncé la stricte égalité entre les disciplines olympiques par exemple et d'autres disciplines plus régionales et moins pratiquées. En 2013, une délibération transitoire a entrepris de faire évoluer favorablement ce dispositif...

Nous voulons accompagner davantage les filières d'accès au sport de haut niveau, les parcours d'excellence sportive, les centres de formation des clubs qui sont les viviers des talents de demain.

Nous voulons enfin que la Région Nord-Pas de Calais soit la région du sport pour tous. Pour cela, il est nécessaire d'agir sur la mobilité, les créneaux horaires, le renforcement des compétences de l'encadrement et mieux penser les équipements. Ainsi, nous sommes attachés à l'élaboration d'un schéma régional des équipements sportifs, seul garant de l'équité entre les territoires et du bien-fondé des décisions qui sont prises en matière d'équipements sportifs.

L'incitation à la pratique sportive, dès le plus jeune âge, doit être promue dans notre région et nous demandons qu'un réel effort soit fait en direction de l'handisport, en incitant notamment les clubs de sportifs « valides » à intégrer des équipes ou sections mixtes ou handisport.

## Culture : dépenser mieux, sur tout le territoire régional

Après Valenciennes et Béthune, Dunkerque est en 2013 notre Capitale régionale de la culture. Depuis son origine, nous soutenons cette manifestation née de la volonté de décentraliser les grands événements culturels trop concentrés sur la Métropole.

Pour l'édition 2013, nous avons suggéré de réduire l'enveloppe régionale (6 millions d'euros) parce qu'il nous semblait possible de faire un effort de rigueur budgétaire sans remettre en cause la programmation de cette manifestation.

L'édition 2013 à peine commencée, l'Exécutif régional a fait valider par les élus, le choix de Maubeuge pour l'édition 2015. Là aussi, sans remettre en cause le territoire retenu, nous regrettons que le principe d'une programmation moins onéreuse n'ait pas été validé et qu'une décision ait été prise sans véritable évaluation des éditions précédentes.

De façon récurrente, notre Groupe revendique une meilleure répartition géographique des crédits que la Région consacre à la culture ; des crédits que nous voudrions voir affectés davantage aux structures qui apportent une offre culturelle là où bien souvent elle n'existe pas ou peu.

Les subventions versées aux grands équipements et structures culturelles, leur financement et leur fonctionnement doivent faire l'objet d'une étude attentive pour qu'enfin on sache dire et apprécier ce que coûte au budget régional une entrée dans ces structures de la Métropole. Le Louvre-Lens est un symbole de la volonté d'étendre l'offre culturelle sur tout le territoire régional ; nous nous réjouissons du succès de ce formidable musée implanté au cœur du bassin minier. Souhaitons qu'il soit aussi un outil majeur d'aménagement du territoire dont les dépenses de fonctionnement seront maîtrisées !

Une plus grande équité et un même droit d'accès à la culture peu importe où l'on se trouve sur le territoire régional sont de légitimes préoccupations qui en croisent une autre : la diminution des marges de manœuvre des collectivités qui nous contraignent à davantage de rigueur financière.





**André FLAJOLET**  
Maire de Saint Venant  
andre.flajolet@nordpasdecalais.fr



**François DECOSTER**  
Conseiller municipal de Saint Omer  
francois.decoster@nordpasdecalais.fr



**Jacqueline GABANT**  
Conseillère municipale de Dunkerque  
jacqueline.gabant@nordpasdecalais.fr



**Jean-Pierre BATAILLE**  
Maire de Steenvoorde  
jean-pierre.bataille@nordpasdecalais.fr



**Michel PLOUY**  
Conseiller municipal d'Armentières  
michel.plouy@nordpasdecalais.fr



**Brigitte MAUROY**  
Conseillère municipale de Lille  
brigitte.mauroy@nordpasdecalais.fr



**Carole MARIEN**  
Conseillère municipale de Guarbecque  
carole.marien@nordpasdecalais.fr



**Paulette JULIEN-PEUVIION**  
Adjointe au Maire de Neufchâteau-Hardelot  
paulette.julien-peuviion@nordpasdecalais.fr



**Sébastien LEPRETRE**  
Maire de La Madeleine  
sebastien.lepretre@nordpasdecalais.fr



**Jean-François RAPIN**  
Maire de Merlimont  
jean-francois.rapin@nordpasdecalais.fr



**Joëlle LONGUEVAL**  
Adjointe au Maire de Marcq-en-Barœul  
joelle.longueval@nordpasdecalais.fr



**Florence BARISEAU**  
Conseillère municipale de Villeneuve d'Ascq  
florence.bariseau@nordpasdecalais.fr



**Anne-Sophie TASZAREK**  
Présidente en Gohelle  
anne-sophie.taszarek@nordpasdecalais.fr



**Rachida SAHRAOUI**  
Hénin-Beaumont  
rachida.sahraoui@nordpasdecalais.fr



**Laurent DEGALLAIX**  
Maire de Valenciennes  
laurent.degallaix@nordpasdecalais.fr



**Philippe RAPENEAU**  
Président de groupe - Président de la Communauté Urbaine d'Arras  
philippe.rapeneau@nordpasdecalais.fr



**Patrick MASCLET**  
Maire d'Arleux  
patrick.masclet@nordpasdecalais.fr



**Jacques VERNIER**  
Maire de Douai  
jacques.vernier@nordpasdecalais.fr



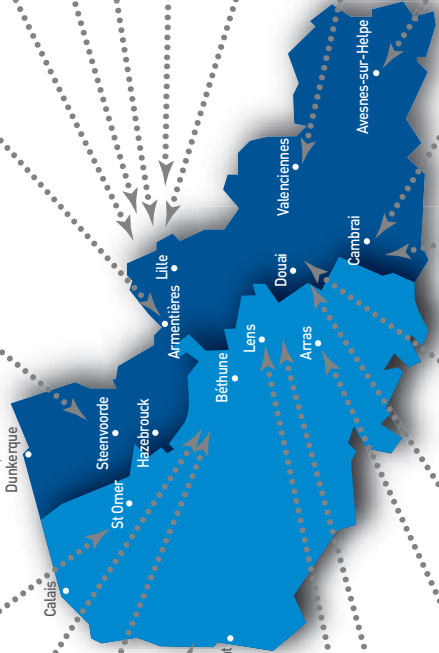
**Isabelle PIERARD**  
Adjointe au maire de Le Cateau-Cambrésis  
isabelle.pierard@nordpasdecalais.fr



**Yves COUPE**  
Vice-président de la Communauté d'agglomération de Cambrai  
yves.coupe@nordpasdecalais.fr



**Marie-Sophie LESNE**  
Conseillère municipale de Le Quesnoy  
marie-sophie.lesne@nordpasdecalais.fr



**Contact groupe L'Opposition Régionale :**  
Siège de Région – 151, avenue du Président Hoover  
59555 LILLE CEDEX  
03.28.82.55.99 - oppositionregionale-cr@orange.fr

**Les conseillers régionaux du groupe l'Opposition Régionale :** Brigitte ASTRUC ; Florence BARISEAU ; Jean-Pierre BATAILLE ; Yves COUPE ; François DECOSTER ; Laurent DEGALLAIX ; André FLAJOLET ; Paulette JULIEN-PEUVIION ; Jacqueline GABANT ; Sébastien LEPRETRE ; Marie-Sophie LESNE ; Joëlle LONGUEVAL ; Carole MARIEN ; Patrick MASCLET ; Brigitte MAUROY ; Isabelle PIERARD ; Michel PLOUY ; Philippe RAPENEAU ; Jean-François RAPIN ; Rachida SAHRAOUI ; Anne-Sophie TASZAREK ; Jacques VERNIER